



Réseau suisse
contre l'excision

Rapport annuel 2020



Une année de défis et d'opportunités

L'année 2020 a été une année de défis. Mais ce fut aussi une année d'opportunités. En raison de la pandémie de coronavirus, le Réseau suisse contre l'excision n'a pas pu mener à bien son travail de prévention, de conseil et de formation continue comme à l'accoutumée. L'impossibilité d'entrer en contact direct avec les professionnel·les, les personnes concernées et les communautés a été un défi qui a exigé de la flexibilité et le courage d'innover de la part de toutes les personnes impliquées.

Le Réseau a traversé une année passionnante et fructueuse. D'une part, les efforts visant à renforcer les compétences dans les domaines de la prévention, du conseil et de la prise en charge ont sensiblement progressé dans plusieurs cantons. D'autre part, la notoriété du Réseau n'a cessé de croître. Enfin, nous avons également remporté un succès politique: publié en novembre 2020, le rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat Rickli (« Mesures contre l'excision ») souligne l'importance de l'engagement de la Suisse contre l'excision/mutilations génitales féminines (E/MGF) et invite les cantons à investir davantage dans la prévention, la prise en charge des personnes concernées et le conseil donné à ces dernières. Le réseau a participé à la rédaction du rapport susmentionné.*

Conseil aux personnes concernées et aux professionnel·les : le point de contact national

L'année 2020 a été inhabituelle à bien des égards. Mais, comme l'année précédente, le besoin de conseil aux personnes concernées et aux professionnel·les sur les questions relatives à l'excision est resté élevé. Le point de contact national du Réseau n'a donc pas ménagé ses efforts pour maintenir les prestations de conseil pendant le confinement ordonné dès la mi-mars.

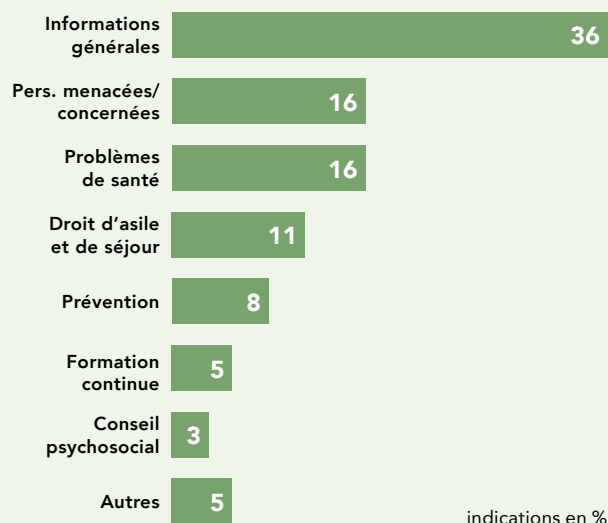
Les conseillères du point de contact national ont été sollicitées 134 fois l'an dernier – surtout par des professionnel·les, mais aussi par des personnes concernées. Le plus souvent, il s'agissait de questions générales sur l'excision, sur la manière de faire face à un éventuel danger ou sur l'aide à apporter en cas de problèmes de santé (cf. Fig. 1). Des parents désespérés qui devaient laisser leurs filles dans leur pays d'origine et craignaient qu'elles y soient excisées se sont régulièrement adressés au point de contact national. L'accompagnement de ces familles est complexe et n'est pas toujours couronné de succès car l'octroi du droit au regroupement familial ou d'un visa humanitaire est traité de manière très restrictive. En pareils cas, nos conseillères tentent d'identifier les filles menacées par l'excision et de les orienter vers des ONG locales. Les possibilités de protection efficaces dans les pays d'origine sont toutefois souvent quasi nulles. Cette réalité est épuisante et décourageante pour toutes les personnes concernées – et surtout, évidemment, pour les parents et les filles menacées.

Prévention dans les communautés de migrant·es

Les événements communautaires n'ayant pas pu être organisés comme d'habitude, en présentiel, en raison de la pandémie, les activités de prévention ont dû être repensées et adaptées tant sur le plan de la méthode que du contenu dès mars 2020. Le Réseau a formé ses multiplicatrices à sensibiliser leurs communautés à l'appui des médias numériques – appels WhatsApp, Zoom, Skype –, sur le coronavirus également. L'objectif de ces discussions de groupe en ligne est toutefois resté la prévention des MGF. Au total en 2020, 333 personnes ont bénéficié à distance du travail auprès des communautés. Ce résultat est très satisfaisant et a révélé un potentiel que nous souhaitons continuer à utiliser à l'avenir, en plus des événements en présentiel. Un effet secondaire positif de cette forme de travail de prévention est qu'elle peut être réalisée indépendamment du lieu : les femmes et les hommes moins mobiles peuvent donc y prendre part.

Dans certaines régions, notamment à Bâle et à Saint-Gall, de nouveaux partenaires ont été trouvés pour les activités menées auprès des communautés : il s'agit des services spécialisés d'intégration cantonaux ou régionaux. Le canton de Saint-Gall, notamment, présente déjà, malgré la pandémie,

Fig. 1: Préoccupations des personnes s'adressant au Réseau



un bilan réjouissant en matière de prévention dans les communautés, avec des points forts dans la vallée du Rhin et la ville de Saint-Gall.

Développements dans les régions

En 2020, nous avons poursuivi notre objectif d'établir ou d'étendre la prévention et la prise en charge psychosociale et médicale pour les personnes touchées par l'E/MGF dans les régions. Et le succès a été au rendez-vous. Nous avons des nouvelles très positives à donner pour cinq régions.

Dans le canton de **Berne**, le centre de santé sexuelle du centre hospitalier de Bienne servira désormais de point de contact régional pour les personnes concernées par l'E/MGF. Une formation continue était prévue pour les professionnel·les sur place et un perfectionnement pour les gynécologues et les sages-femmes. Il a toutefois été nécessaire de les repousser à 2021 en raison de la pandémie.

En juin 2020, le Réseau a dispensé une formation continue sur l'E/MGF à l'équipe d'adebar, le centre de santé sexuelle des **Grisons**. Ce centre a déposé auprès du canton une demande pour être reconnu point de contact régional en matière d'E/MGF et a demandé un soutien financier ; cette requête est encore en attente de réponse au moment de publier le présent rapport annuel.

En **Thurgovie** également, le centre cantonal de santé sexuelle a décidé de faire office de futur point de contact régional. Ce centre spécialisé participera à la formation de l'équipe de Bienne.

Dans les cantons de **Lucerne, d'Obwald** et de **Nidwald**, la coopération avec le centre de santé sexuelle elbe a encore été renforcée et une formation continue sur le sujet a été proposée. Elle inclut une formation destinée aux interprètes.

À l'été 2020, notre Réseau a tenu sa première réunion avec les représentantes de la direction cantonale de la santé



Congrès annuel de l'Association Genevoise de Assistantes et Assistants Médicaux (AGAM)



Cours CRS sur «la compétence transculturelle» pour les étudiant-es en médecine

à **Zurich**. Cette direction s'y est clairement prononcée en faveur d'une coopération avec le Réseau et d'une intégration du thème de l'E/MGF dans les structures cantonales. L'organisation conjointe d'une table ronde avec les partenaires concernés est prévue dès que la situation pandémique le permettra de nouveau.

Dans le canton de **Saint-Gall**, des militant-es et des expert-s ont lancé le point de contact régional contre l'excision en Suisse orientale : une rencontre a marqué son lancement le 6 février 2020. La présence médiatique a été importante et l'engagement sans faille des personnes impliquées a permis de sensibiliser un plus large public à la question de l'excision dans cette partie de la Suisse.

Formation des professionnel·les : transmettre des connaissances et du matériel d'information

Les professionnel·les des secteurs de la santé, de l'asile et des affaires sociales jouent un rôle clé lorsqu'il s'agit d'identifier les filles risquant de subir une excision ou lorsqu'il convient d'apporter une aide à celles en ayant subi une. Les connaissances nécessaires sur ce sujet spécifique ne sont toutefois pas toujours disponibles - car la question de l'E/MGF n'est pas ou peu abordée dans de nombreux cours de formation et de perfectionnement. Il est donc d'autant plus important de sensibiliser les professionnel·les sur l'excision. L'année dernière, près de 200 expert-es de divers domaines ont pu profiter des formations continues et des contributions spécialisées du Réseau.

La publication du guide «Excision et protection de l'enfance» le 6 février 2020 a constitué un jalon majeur. L'ouvrage informe sur cette question et offre une aide pratique. Il s'adresse aux professionnel·les qui s'occupent d'enfants potentiellement menacés ou déjà touchés. Le Réseau est en effet régulièrement sollicité pour des cas liés à la protection de l'enfance : les professionnel·les sont confrontés à l'excision mais

ne se sentent pas suffisamment informé-es, ce que confirment également les résultats d'une enquête auprès des autorités de protection de l'enfant et de l'adulte (APEA) menée dans le cadre du rapport donnant suite au postulat Rickli.

Plateforme d'information et relations publiques

Le site web www.excision.ch est au service de la visibilité des activités du réseau, de la sensibilisation des personnes concernées et des professionnel·les, et facilite les liens entre eux. La plateforme d'information a suscité encore plus d'intérêt en 2020. Par rapport à l'année précédente, le nombre de visites est passé à 88 %, ce qui est remarquable. Cette année toujours, des fonctions supplémentaires l'ont enrichie : une revue de presse reflétant l'intérêt des médias suisses pour le thème de l'excision est par exemple devenue réalité.

Autour du 6 février 2020 surtout, lors de la Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des mutilations génitales féminines, les médias ont largement repris le thème de l'E/MGF. 22 articles ont cité nommément le Réseau et ses représentantes sont apparues dans divers médias. Le lancement du point de contact contre les mutilations génitales féminines en Suisse orientale, en date du 6 février, et le dixième anniversaire de la consultation E/MGF de l'hôpital universitaire de Genève, ont aussi bénéficié d'une large couverture médiatique.

La publication du rapport du Conseil fédéral donnant suite au postulat Rickli « Mesures contre l'excision » en novembre 2020 a été une étape importante en vue de répondre aux préoccupations centrales du Réseau. Ce dernier a accompagné ce moment clé en publiant une prise de position et un communiqué de presse. Dans son rapport, le Conseil fédéral constate que le besoin d'agir en matière de prévention et de prise en charge dans le domaine de l'E/MGF reste incontestable et se félicite du travail accompli jusqu'ici par le Réseau suisse contre l'excision, qu'il entend cofinancer pour deux ans et demi supplémentaires.



Événement de prévention sur le thème
« La santé des femmes en période de Corona »

Contribution à la mise en réseau nationale et internationale

Si l'on veut assurer un conseil et une prise en charge médicale de qualité aux filles et aux femmes ayant subi ou risquant de subir une excision, il est crucial que les personnes prodiguant ces conseils soient continuellement formées et connaissent bien les offres disponibles dans les régions. Les réunions annuelles des groupes d'accompagnement y contribuent. Les spécialistes peuvent y échanger leurs points de vue et, grâce aux impulsions d'UNICEF Suisse et Liechtenstein, avoir un aperçu des discussions qui ont lieu sur le thème de l'E/MGF au niveau national et international. Tous les points de contact régionaux ont été invités pour la première fois à la réunion des groupes d'accompagnement en septembre 2020. Cette invitation élargie a porté ses fruits: jamais auparavant des expert-es d'autant de régions de Suisse n'avaient été représenté·s à une rencontre.

Enfin, le Réseau suisse contre l'excision coopère activement avec des instances et des réseaux nationaux et internationaux, comme le réseau de la société civile de la Convention d'Istanbul, qui accompagne la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en Suisse. Cette convention cite explicitement l'E/MGF. Au niveau international, des échanges réguliers ont lieu avec le réseau européen END FGM.

Regard vers l'avenir

2020 a incité à repenser et à mettre en œuvre différemment des choses apparemment acquises. Or on sait que les défis sont aussi porteurs d'opportunités. Le Réseau suisse contre l'excision continuera donc d'utiliser davantage les canaux numériques dans le futur, pour former et mettre en réseau des professionnel·les de différentes régions ou pour collaborer avec les communautés concernées à titre préventif.

Nous regardons vers l'avenir avec confiance. La prolongation de deux ans et demi du mandat, jusqu'à fin 2023, donnera au Réseau la possibilité d'un engagement encore accru contre l'E/MGF. Nous sommes à cet égard également tributaires du soutien des cantons. Des fonds supplémentaires doivent être mis à disposition pour renforcer et ancrer les nombreuses initiatives dans le domaine du conseil, de la prévention et de la prise en charge médicale des personnes concernées dans les différentes régions de Suisse. Un accent particulier est à placer sur la mise en œuvre des recommandations que le Conseil fédéral a formulées dans son rapport donnant suite au postulat Rickli.

* Le rapport donnant suite au postulat Rickli et la prise de position du Réseau peuvent être consultés sur notre site web : <https://www.excision.ch/reseau/excision/situation-en-suisse>

Conseil et information pour les professionnel·les et les personnes concernées :

Caritas Suisse

Denise Schwegler, Simone Giger
Téléphone 041 419 23 55
dschwegler@caritas.ch, sgiger@caritas.ch

info@excision.ch

www.excision.ch

Impressum

Rédaction : Denise Schwegler et Simone Giger, Caritas Suisse
Photos : Marisa Birri, Simone Giger, Aicha Ali